

POLITIQUE

societe.union@sonapresse.com

Le PDG fustige "l'irresponsabilité de certains politiques et activistes"

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

PAR la voix du Dr Stéphane Iloko-Boussengui, un de ses porte-parole, le Parti démocratique gabonais (PDG) a fustigé, hier, de la plus forte des manières, les "actes d'irresponsabilité de certains politiques et activistes qui, sous le prétexte de campagnes de casseroles, et en dépit du contexte sanitaire actuel très préoccupant et dramatique, incitent les populations à des regroupements pourtant interdits dans les rues, les exposant ainsi à un grand risque sanitaire (...)". Il s'est dit d'autant plus indigné et offusqué que "ces compatriotes politiques, activistes voire religieux" baignent véritablement dans un déni de réalité, en faisant croire aux populations, "à travers des considérations et des pratiques politiques dangereuses et politiciennes, que la Covid-19 est une utopie et une vue de l'esprit des gouvernants".

Une attitude plus que déplorable et condamnable. Entendu que, selon lui, les indicateurs sanitaires sont alarmants. Et qu'en pareille



Le porte-parole du PDG, le Dr Stéphane Iloko Boussengui, lors de sa déclaration.

circonstance, le comportement qui sied est de protéger les populations en faisant bloc derrière le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, par ailleurs "Distingué camarade président" du PDG. De fait, M. Iloko-Boussengui a réaffirmé la nécessité de respecter scrupuleusement les gestes barrières et les mesures prescrites par le gouvernement. "Car, celles-ci ne sont pas là pour gêner les populations dans leur vie quotidienne, mais plutôt pour éviter toute catastrophe et sauver des vies", a-t-il clamé. Non sans avoir

invité "les populations à se faire vacciner le moment venu". Tout en saluant "le sens de l'anticipation constante et de la décision juste du chef de l'État", le PDG, en guise d'appui à l'Exécutif, a appelé "l'ensemble de ses élus nationaux, locaux et responsables des structures de base à procéder, sur la base de la Note d'orientation qui leur parviendra, à une campagne constructive de sensibilisation à l'endroit de la base du PDG et des autres compatriotes dans leurs circonscriptions politiques respectives".

Les Démocrates exigent que les responsabilités soient établies

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

DANS un communiqué parvenu à notre Rédaction, le président du Groupe parlementaire "Les Démocrates" (LD) à l'Assemblée nationale, Séraphin Akure-Davain, attire l'attention du gouvernement, sur les conséquences des récentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Notamment de l'accueil que les populations lui ont réservées.

"(...) Le Groupe parlementaire LD demande au Gouvernement d'être attentif et de prendre en compte les préoccupations des Gabonais. Il rappelle que le Gabon est en état de crise sanitaire et non en état de siège. Aussi, les députés démocrates exigent que les responsabilités soient établies et les coupables punis (Ndlr : allusion faite au compatriote décédé dans les PK jeudi soir)", écrit Séraphin Akure-Davain. Non sans fustiger les bavures et autres comportements répréhensibles des "corps habillés". Ce dernier d'ajouter : " (...) La réaction des forces de défense et de sécurité porte gravement atteinte aux droits de l'Homme, allant des humiliations multi-



Le président du groupe parlementaire LD condamne l'attitude des forces de l'ordre.

ples, à la répression violente et sanglante. Cette attitude des forces de l'ordre est, pour nous, disproportionnée face à des compatriotes aux mains nues qui ne demandent que la légitime amélioration de leurs conditions de vie".

Cette déclaration vient relancer le débat inhérent aux récentes mesures gouvernementales. Le gouvernement va-t-il revoir sa copie, comme l'espèrent de nombreux Gabonais ?

Entre nous soit dit

Le prix du sang pour ce tintamarre des casseroles !

Qui pourrait nous dire pourquoi certains illuminés veulent absolument voir le Gabon aspiré par un maelstrom, qui ne laisserait derrière lui que ruine, deuil et désolation ? Hier encore, à travers la toile, le verbe aura été haut, vindicatif et incendiaire sous la férule d'une passionaria bien planquée dans l'Hexagone, et protégée par la distance, ainsi que par la désinvolture. Sous le prétexte d'une action pacifique, il est distillé une défiance manifeste à la loi, ainsi qu'à l'autorité de l'État.

De ce qui pouvait passer pour une prise de conscience à l'expression bon enfant, bien que tonitruante et fort incommodante, on en est arrivé à une bravade hardie et téméraire vis-à-vis des dispositions légales. De quoi le gouvernement est-il coupable ? Serait-ce d'avoir érigé un dispositif rempart de grande efficacité, afin de prévenir et d'anticiper sur les effets redoutables de cette pandémie

catastrophique qui nous frôle quotidiennement ?

À aucun moment la force publique n'aura été dans les domiciles et les concessions privées pour empêcher les uns et les autres de se livrer à leur petit Woodstock de casseroles, dont ils étaient les premières victimes par cette assommante et assourdissante montée de décibels. À qui incombe le lourd tribut de sang que nous déplorons ? Car derrière cette mort singulièrement inconvenante, il y a des commanditaires. Hélas, on ne les entendra pas revendiquer la surchauffe entretenue. Jeudi soir, un compatriote est tombé, martyr de l'absurde. Où sont les donneurs d'ordre qui ont envoyé ces jeunes gens naïfs à l'assaut des rues, à l'heure du couvre-feu et en s'affranchissant gaiement de l'interdiction de rassemblement ? Puisque nous sommes désormais dans le funeste et le macabre, la ligne jaune a été allègrement franchie. Les

actes de représailles se multiplient dans les quartiers, avec en ligne de mire les biens et propriétés des agents des forces de défense et de sécurité.

Il revient à l'autorité publique de traquer avec la dernière énergie tous ces conspirateurs et incitateurs de la violence. Aux parents éplorés et affligés, ne vous trompez pas de coupables. Ils ont planifié votre peine, ainsi que votre douleur afin de les instrumentaliser et en faire commerce pour leur dessein inavoué. Les embouteillages, le couvre-feu, la fermeture des commerces non alimentaire, les tests PCR, et même l'interdiction du Moutouki sont certes pénalisants mais n'ont jamais causé la perte d'une vie. Acceptons que ces impératifs sont le prix du sacrifice responsable pour sauver nos vies. Bassé !

Teddy OSSEY*
Chroniqueur